

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Dettes : faut-il s'en in

LES emprunts contractés par le gouvernement pour faire face à la pandémie du Covid-19 et relancer l'économie nationale divisent l'opinion, en raison de l'ampleur actuelle de la dette du Gabon. Si les organismes internationaux invitent le gouvernement à la prudence, celui-ci affirme avoir la maîtrise complète du recours à ces financements extérieurs.

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

LE niveau d'endettement du Gabon, évalué aujourd'hui à 5800 milliards de francs, suscite crainte et inquiétude dans l'opinion nationale et s'invite désormais sur toutes les plateformes de débat (Assemblée nationale, réseaux sociaux, médias...).

Selon les chiffres officiels, en 4 ans (2014-2018), la dette publique du Gabon a quasiment doublé, passant de 2660 à 5260 milliards de francs, soulevant de nombreuses interrogations.

Le Gabon est-il un pays surendetté ? La multiplication des emprunts auprès des bailleurs de fonds est-elle réellement justifiée ? Quelles sont leurs véritables destinations ? Servent-ils à solder d'autres arriérés ou à financer des projets porteurs pour relancer l'économie ? Le gouvernement aura-t-il la capacité de rembourser toutes ces créances sans fragiliser tout le tissu économique du pays ?

La crise du Covid-19, conjuguée à la chute des cours des matières premières et ses conséquences désastreuses sur les économies des pays du monde n'a pas épargné le Gabon.

À l'instar d'autres pays de la sous-région, l'État gabonais s'est retrouvé à court de ressources suffisantes pour supporter ses charges, faisant de l'emprunt son principal levier pour équilibrer ses comptes. Les appuis multiformes du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque africaine de développement (Bad), de la Banque mondiale et d'autres organismes internationaux ont permis, soutient le gouvernement, d'éviter d'aggraver une crise économique marquée par des pertes d'emplois en cascade et des fermetures d'entreprises.

Cependant, l'ardoise s'avère salée : plus de 400 milliards de francs d'emprunts en 6 mois. C'est beaucoup trop pour certains analystes économiques, à l'image de Mays

Mouissi, mais peut-être pas assez pour le gouvernement, qui dit avoir élaboré un plan de relance économique avec de grands projets nécessitant de gros capitaux (lire par ailleurs).

Mais la problématique reste la même. Le niveau d'endettement du Gabon inquiète aujourd'hui les principaux bailleurs de fonds, qui invitent le gouvernement à la prudence. Dans un rapport daté du 14 août 2020, le Fonds monétaire international n'a pas caché son inquiétude, en délivrant un message des plus clairs, doutant quelque peu l'optimisme des fonctionnaires du ministère de l'Économie.

Selon le Fonds, dans le scénario de référence, la dette publique du Gabon dépassera le repère de risque élevé et atteindra 75 % du PIB en 2020.

" La dette publique reste viable. Toutefois, la dynamique de la dette s'est dégradée et les risques qui pèsent sur la viabilité de la

Cette évolution du taux d'endettement du Gabon reste, malgré tout, maîtrisée.

dette se sont nettement accrus, parallèlement à la dégradation des perspectives depuis l'approbation du premier achat au titre de l'IFR ", souligne le Fonds.

En outre, d'après les données compilées par la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), la direction générale de la Dette et les services du Trésor public, en 2020, le service prévisionnel de la dette publique du Gabon enregistrerait une augmentation spectaculaire de 71 % à 1280,6 milliards de FCFA.

Autant d'éléments qui jettent une certaine angoisse dans l'opinion, laquelle s'interroge, à juste titre, si la stratégie adoptée par le gouvernement n'est-elle pas trop risquée.

Réplique* Acculé par une opposition et une société civile intransigente sur la question, le gouvernement ne désarme pas, malgré les attaques répétées,

soutenant, bec et ongles, avoir soigneusement planifié tous ces emprunts

" Il est utile de souligner que l'endettement du pays repose sur un cadre stratégique en accord avec les directives communautaires de la Cemac (...). Le niveau élevé du déficit budgétaire, lié à l'effet conjugué de la pandémie de la Covid-19 et à la chute simultanée des prix du pétrole, a créé des besoins de financement supplémentaires considérables. La mobilisation d'importantes ressources d'emprunts extérieurs et intérieurs a, en effet, permis aux autorités de financer les mesures pour renforcer la riposte sanitaire et aider les entreprises et les populations économiquement faibles impactées par cette crise (...). Ce recours s'est fait avec une surveillance accrue du niveau d'endettement en collaboration avec le FMI.

Cette évolution du taux d'endettement du Gabon reste, malgré tout, maîtrisée, puisqu'il est en deçà de la limite du surendettement, le pays respectant le critère de la convergence multilatérale de la CEMAC en la matière, fixé à 70% du PIB ", argumente le ministère de l'Économie.



Photo: BANDOMA/L'Union

L'optimisme demeure toutefois au ministère de l'Économie.



inquiéter ?

À quoi servent tous ces emprunts ?

SELON le gouvernement, le recours aux financements extérieurs n'a pas seulement servi à juguler la crise du Covid-19, mais également et surtout à financer de grands projets pourvoyeurs d'emplois et de richesse.

MSM
Libreville/Gabon

LE Gabon n'est pas le seul pays du monde à recourir à l'emprunt pour relancer son économie. Déjà, le gouvernement peut se féliciter d'avoir réussi à juguler la crise du Covid-19, en planifiant soigneusement sa riposte. Au rythme de la progression actuelle des cas de guérisons et des nouveaux cas déclarés, le pays pourrait se retrouver avec zéro cas

Non ! rétorque le gouvernement. Ces emprunts s'inscrivent également dans la stratégie globale de relance de l'Économie, à travers la réalisation de plusieurs grands projets



Photo: DR/L'Union

d'ici la fin de l'année. Un exploit presque unique sur le continent, et qui justifie, d'une certaine manière, la bonne utilisation des emprunts contractés sur les marchés internationaux. Mais plus de 400 milliards de francs uniquement pour contrer la pandémie de Covid-19 ? N'est-ce pas beaucoup trop ? Non ! Rétorque le gouvernement. Ces emprunts s'inscrivent également dans la stratégie globale de relance de l'économie, à travers la réalisation de plusieurs grands projets. Il s'agit, notamment, du projet de développement agricole

et rural phase 2 (PDAR 2) ; du Projet d'appui au programme Graine phase 2 (PAPG1); du Projet intégré pour l'alimentation en eau potable et volet assainissement en eau potable (PIAEPAL) ; de la poursuite du projet d'amélioration des conditions de circulation dans Libreville, Owendo et Akanda (réhabilitation des voiries); du Projet d'investissements dans le secteur éducation (PISE) ; ou encore de la poursuite du projet de réhabilitation du Transgabonais (chemin de fer).

Et la dette intérieure ?

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

LES emprunts du gouvernement ont-ils permis de soulager les entreprises du secteur privé, au bord de l'asphyxie, avec la pandémie de Covid-19, ou simplement à rembourser ses créanciers internationaux ? En effet, la situation financière de plusieurs entreprises s'avère catastrophique, notamment dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme, où on dé-

Au niveau national, le ministère de l'Économie soutient avoir consacré, sur les 7 premiers mois de l'année, 221 milliards de francs au titre de la dette intérieure.

nombre près de 20 000 emplois perdus et 120 fermetures de sociétés. De plus, l'Exécutif peut se targuer d'avoir honoré ses engagements de remboursement de la dette extérieure. À fin juillet 2020, le gouvernement

indique avoir épongé 638,337 milliards au titre des règlements extérieurs. Ce qui lui a valu les félicitations de ses créanciers, des agences de notation financière et le respect de la signature du Gabon. Au niveau national, le ministère de l'Économie soutient avoir consacré, sur les 7 premiers mois de l'année, 221 milliards de francs au titre de la dette intérieure. Soit un règlement global de 859,345 milliards de francs entre janvier et juillet 2020.



Photo: Maixent Ntoutoume/L'Union